

## Crise au Mali : Cheick Modibo Diarra souhaite que le dialogue commence "rapidement"



*Cheick Modibo Diarra, Premier ministre malien de la transition*

### **L'heure est au rassemblement des forces face aux islamistes.**

Jeudi 12 juillet, lors d'une visite au Niger voisin, le Premier ministre malien Cheick Modibo Diarra a souhaité qu'un dialogue s'ouvre « très rapidement » avec ceux qui étaient prêts à « combattre le terrorisme » dans le nord du pays.

Dans le même temps, un haut responsable du ministère de la Justice a annoncé que le Mali allait saisir la Cour pénale internationale (CPI) « la semaine prochaine » pour les « atrocités » commises par les groupes armés qui occupent le nord du pays.

« Nous sommes prêts à commencer le dialogue avec nos frères maliens qui se trouvent sur le terrain aux côtés ou opposés aux gens d'Aqmi » (Al-Qaïda au Maghreb islamique), a déclaré Cheick Modibo Diarra à l'issue d'un entretien avec le chef de l'État nigérien Mahamadou Issoufou. Il a souhaité que « ce dialogue puisse commencer très rapidement et nous permette de combattre le terrorisme, qui non seulement a atteint le Mali mais qui menace toute la sous-région ».

À la faveur d'un coup d'État à Bamako, le nord du Mali est tombé fin mars aux mains des rebelles touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et surtout entre celles des groupes islamistes d'Ansar Eddine, du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) et de leur allié Aqmi.

Mercredi, les islamistes ont chassé le MNLA de son dernier bastion et sont désormais les maîtres de toutes les grandes villes du Nord.

### **Rencontre avec le colonel Gamou**

Le chef du gouvernement malien a indiqué avoir discuté avec Mahamadou Issoufou de la nécessité de « mobiliser » les voisins du Mali, l'Afrique et la communauté internationale « pour venir nous aider à regagner l'intégrité territoriale du Mali ». Il a également remercié pour sa « solidarité fraternelle » le Niger, qui accueille actuellement « plus de 65.000 » réfugiés maliens. « Nous avons aussi des militaires maliens qui sont là », a-t-il souligné, en référence à plus de 400 soldats maliens cantonnés depuis début mai près de Niamey, après avoir fui face aux rebelles du Nord-Mali.

Cheick Modibo Diarra s'est rendu dans la matinée sur ce site et a rencontré la troupe et son chef, le colonel Alaji Ag Gamou. En présence de journalistes, le Premier ministre a lancé à ces militaires : « votre nation compte sur vous » pour relever le « défi » de la reconquête du Nord. « Je viens (...) vous remercier de tout ce que vous avez consenti jusqu'à ce jour et de tout ce que vous êtes prêts à consentir pour libérer notre république, regagner son intégrité territoriale », a-t-il déclaré.

« La troupe malienne qui est là au Niger a le moral. Ils sont vraiment prêts à exécuter toutes les missions qui peuvent (leur) être confiées », a répondu le colonel Gamou. « En termes d'opération, il y a des choses qui ne se disent pas, mais dans tous les cas, on est en train de se préparer, on finira quand même par retourner chez nous », a-t-il ajouté.

Selon les observateurs, une éventuelle opération de l'armée malienne dans le Nord devrait s'appuyer sur les hommes du colonel Gamou, qui était un pilier du dispositif militaire dans cette région. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) prépare l'envoi éventuel d'une force militaire pour aider l'armée malienne à reconquérir le Nord. Cette option est fortement soutenue par Niamey et nécessite l'aval de l'ONU ainsi qu'une demande formelle de Bamako. Elle poursuit cependant des discussions avec des groupes armés sous l'égide de la médiation burkinabè.

### **Visite à Dakar**

Après Niamey, Cheick Modibo Diarra est arrivé jeudi soir à Dakar. Il doit présenter au président sénégalais Macky Sall « la réalité de la situation au Mali en matière institutionnelle ainsi que les efforts en cours pour la reconquête du nord du pays ».

Au cours des dernières semaines, le premier ministre malien de la transition s'est notamment rendu en Algérie, au Maroc, en Mauritanie et en France.

De son côté, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a estimé jeudi que l'usage de la force dans le nord du Mali était probable « à un moment ou à un autre » et que, pour Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et de ses alliés, la France était « l'ennemi principal ».

Le ministre a cependant ajouté, au cours d'une rencontre avec la presse diplomatique, que « la France, pour des raisons évidentes, ne peut pas être en première ligne » dans une intervention militaire.

Quant au président des États-Unis, Barack Obama, il a débloqué 10 millions de dollars pour venir en aide aux réfugiés et déplacés dans le nord du Mali. Il s'est également dit « profondément » inquiet de la situation dans cette région.